

Michel Handel, *Weak States in the International System*.
London (Engl.) – Totowa (N.J.), Frank Cass and Company
Limited, 1981, 336 p.

Marcel Cloutier

Volume 13, Number 2, 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701357ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701357ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Cloutier, M. (1982). Review of [Michel Handel, *Weak States in the International System*. London (Engl.) – Totowa (N.J.), Frank Cass and Company Limited, 1981, 336 p.] *Études internationales*, 13(2), 374–375. <https://doi.org/10.7202/701357ar>

L'auteur cite les banques non-usuraires comme exemple important de l'application moderne de la doctrine islamique. Bien que la théorie de la non-usure soit fondamentale à la pensée islamique, l'auteur ne mentionne pas que les banques ont trouvé des moyens de contourner l'esprit sinon la lettre de l'usure. Par exemple, une tierce partie ou un gouvernement va contacter une banque pour un prêt et une entente sera conclue stipulant que si la banque achète un bien à un certain prix, elle le revendra, à un prix plus élevé, au troisième pays. Cette garantie de profit est en fait une forme déguisée d'usure mais elle n'est pas sans avantage. En effet, l'augmentation du prix pour la revente est moindre que ce que chargeraient les banques occidentales mais c'est néanmoins de l'usure. L'auteur ne fait pas de distinction entre usure et intérêt, un sujet dont on discute beaucoup dans les Émirats Arabes Unis actuellement.

Un pays du Golfe a promulgué une loi qui permet explicitement la perception d'intérêt avec, toutefois, une limite maximale de 10%. De plus, les chartes des banques incorporées par décret sont munies de clauses qui leur permettent de charger des intérêts. La loi concernant la banque centrale (Loi 10-1980) contient des clauses qui ouvrent la porte à l'intérêt et l'État lui-même perçoit des intérêts de ses débiteurs et en paie à ses créditeurs.

Il est ironique qu'alors que l'auteur critique aussi bien les penseurs musulmans qui soutiennent le capitalisme que ceux qui supportent le socialisme, il se range lui-même, en fait, du côté du capitalisme. En ce sens, sa présentation est intéressante mais beaucoup plus de recherche reste à faire sur la tradition de justice sociale considérée comme un des fondements de la pensée islamique moderne.

S.J. NOUMOFF

*Centre for East Asian Studies
McGill University*

Michael HANDEL, *Weak States in the International System*. London (Engl.) - Totowa (N.J.), Frank Cass and Company Limited, 1981, 336 p.

L'auteur s'est lancé un défi audacieux puisqu'il reconnaît lui-même avoir cherché à analyser toute la littérature théorique disponible sur les États faibles dans leurs relations avec l'extérieur et étudier le plus grand nombre possible d'études de cas. À viser aussi haut, le risque est grand de laisser de nombreux lecteurs sur leur faim; on s'expose alors à des critiques acerbes. M. Handel rend-il le produit qu'il promet? Il ne le fait que très partiellement. L'approche qu'il utilise et le choix même des phénomènes qu'il aborde handicapent son intention première. Il souligne, par exemple, dès l'introduction que les déterminants intérieurs de la politique étrangère des États faibles sont moins apparents que les facteurs externes et son ouvrage n'en fait pratiquement pas mention alors que plusieurs études de cas (Soudan, Égypte, Éthiopie, Iran, Salvador, pour n'en citer que quelques uns) suffisent à rendre évidente l'influence croissante des phénomènes et acteurs intérieurs sur la détermination de la politique étrangère des États faibles.

Handel a divisé son volume en cinq chapitres auxquels il ajoute trois appendices. Le premier chapitre apporte les définitions et les caractéristiques des différents type d'États: grandes et moyennes puissances, États faibles et mini-États. Le dernier porte sur la force économique. Les trois autres chapitres abordent surtout l'aspect militaire des relations internationales des États faibles.

L'auteur a écrit un ouvrage descriptif fondé sur l'approche traditionnelle de « power politics » et il a reproduit les faiblesses de cette dernière. Handel concentre son attention sur la capacité militaire des États et sur les relations entre les États faibles et les grandes et super-puissances avant tout. Si son premier chapitre est très riche et mérite d'être lu par toutes les personnes intéressées par le statut des États, son deuxième, sur les sources internes de force et de faiblesse est en revanche très décevant car il se concentre exclusivement sur les aspects géographiques et militaires des

États faibles. Le troisième chapitre, qui traite des alliances entre faibles et forts et des relations de clientèle, est très pauvre, à mon avis. Le chapitre suivant, par contre, s'avère plus intéressant: il y décrit la position des États faibles dans les différents systèmes internationaux. Cependant, il aborde très peu la situation des États faibles du Tiers-Monde et se concentre trop sur ceux qui sont en relation constante en particulier, à cause de leur proximité géographique – avec les grandes puissances. Enfin, le dernier chapitre, celui sur les rapports économiques, oublie – sauf pour ce qui est de l'industrie militaire dans les pays producteurs de pétrole – l'aspect « investissements étrangers » dans les économies nationales des pays faibles.

Dans son ensemble, le livre de M. Handel pêche gravement d'abord par son souci obsessionnel des réactions des grandes et des super-puissances. Ce travers a pour conséquence une analyse presque exclusive des relations entre les États faibles et les super-puissances, ainsi qu'une description limitée aux relations interétatiques. Or, même la dimension « force militaire » a un aspect interne qui déteint sur son activité internationale (armée et armements pour combattre l'ennemi extérieur ou pour s'imposer aux autres forces sociales intérieures...). Si l'ouvrage m'apparaît faible dans son ensemble, je tiens à rappeler que certaines parties sont meilleures, que les deux derniers appendices sont très intéressants et que la bibliographie est extrêmement riche. D'ailleurs, ne serait-ce que pour celle-ci, le livre de M. Handel gagnerait à être consulté.

Marcel CLOUTIER

*Département de science politique
Université Laval*

ROTHSCHILD, Joseph. *Ethnopolitics: A conceptual Framework*, New York, Columbia University Press, 1981, 302p.

Le rôle de l'ethnicité dans la vie politique n'est pas un sujet nouveau dans les contextes canadien et québécois. Mais voici un livre qui veut quitter le domaine de la controverse pour

établir une fois pour toutes la place de l'ethnicité dans celui de l'analyse politique. En ce faisant, l'auteur propose un cadre théorique et une série de prémisses, qui évidemment, ne mettront nullement fin à cette controverse qui touche autant le monde politique que celui de la science chez nous.

Joseph Rothschild choisit comme point de départ l'existence indéniable de l'ethnicité comme facteur politique dans le monde d'aujourd'hui. Et c'est l'aspect essentiellement politique de ce phénomène qui l'intéresse et non pas ses dimensions culturelles ou psychologiques. Le concept d'ethnicité qu'il adopte demeure très large et peut avoir toute une série de critères qui déterminent l'identité « ethnique » d'un groupe, que ce soit la race, la langue, la religion, les liens de sang etc. Il s'oppose donc d'emblée, autant sur le plan scientifique que sur le plan idéologique, à ceux qui persistent à proclamer la fausseté ou la non réalité du phénomène ethnique. En particulier, il critique le libéralisme qui nie les droits collectifs en faveur de ceux de l'individu et qui tend à rejeter les demandes des minorités ethniques comme fondées sur l'irrationalisme. L'auteur n'est pas plus tendre pour le marxisme qui sous-estime le rôle de la solidarité ethnique parce qu'elle masquerait les intérêts de classe.

Pour Rothschild, la question de l'ethnicité est devenue un sujet de première importance depuis la Deuxième Guerre mondiale et elle affecte dans une plus ou moins grande mesure tous les États multi-ethniques (c'est-à-dire la majorité des pays au monde) quelle que soit leur idéologie officielle. L'auteur suggère que l'ethnicité est devenue un facteur important d'identification dans un monde scientifique et technologique qui dépasse trop souvent l'individu. Cependant, il s'attarde moins sur les explications possibles de l'émergence de ce phénomène et s'attache beaucoup plus à proposer un cadre analytique qui permettrait de mieux comprendre son impact et ses conséquences politiques.

En s'appuyant sur une littérature assez vaste et en ayant recours à des exemples très variés (et ses références au Québec et au Canada permettent d'évaluer la pertinence et la